
Gaza en liesse, Gaza inquiète...

Ruba Husary

A l'entrée de la ville de Gaza, une phrase peinte en rouge sur le mur dit: "*Oui au projet Gaza-Jéricho, oui à la liberté*". C'était de la peinture fraîche comparée à celle des autres slogans déjà anciens. Elle marquait en ce jour de novembre, le nouvel épisode qui venait de commencer avec la signature, à Washington le 13 septembre, du premier accord entre Israël et l'OLP. Pour la plupart des habitants de Gaza, le "*oui à la liberté*" traduisait leur interprétation de cet accord qui porte leurs aspirations et leurs rêves mais parfois aussi leurs frustrations avec ces jours qui passent sans que rien ne change.

On n'a jamais connu à Gaza une journée pareille à celle du 13 septembre: des jeunes, des moins jeunes et des femmes, parfois sans voile — ce qui est exceptionnel — sont sortis par milliers dans les rues. Les drapeaux palestiniens qui couvraient le ciel étaient si nombreux qu'il était impossible de les compter. C'était tout ce dont les Palestiniens de Gaza avaient besoin pour laisser libre cours à leur joie. Ils n'ont même pas cherché à connaître les détails de cet accord. Et lorsque le chef de l'OLP, Yasser Arafat, s'avança sur la pelouse de la Maison Blanche pour prononcer son discours, peu de gens l'écoutèrent; chacun préférant participer à la fête chaleureuse qui éclatait dans la rue plutôt que regarder l'événement à la télévision. Rien d'autre ne comptait que cette fête, la fête de l'émancipation.

Pour beaucoup, cet accord annonçait la fin des nombreuses tracasseries de l'occupation. Pour d'autres, c'était le début d'une nouvelle vie, une vie qu'ils pourraient enfin eux-mêmes façonner sans avoir à se plier aux multiples contraintes liées à la situation ou aux exigences du gouverneur militaire. Mais il y avait aussi ceux pour lesquels cet accord apparaissait comme "*un chèque qui n'a pas encore été encaissé*".

Ahmad Abou Shaaban, 30 ans, était parmi les milliers de personnes qui ont envahi les rues de Gaza en cette journée du 13 septembre. Il raconte: *"Je travaillais au restaurant cet après midi-là, mais à voir tout ce monde danser et chanter dans les rues je n'ai pas pu résister. Je suis sorti avec eux. J'ai senti que la fin de notre souffrance était proche; les soldats israéliens allaient disparaître de notre vie, on allait pouvoir vivre comme tout le monde, ouvrir le restaurant jusqu'à tard le soir puisqu'il n'y aurait plus de couvre feu à vingt heures; je pourrai enfin visiter la Cisjordanie que je n'ai pas vue depuis des années, aller à Jérusalem et à Jéricho qui est désormais une ville avec laquelle nous avons quelque chose en commun; jusque-là, la plupart de gens ne la connaissait pas; ce n'était pour nous qu'un nom sur la carte"*.

Mais pour Ahmad comme pour beaucoup d'autres, la déception n'a pas tardé à venir. Aujourd'hui il attend, comme les autres, de voir ce qui concrètement, au quotidien, va changer sa vie. Ceci ne sera possible que si l'armée israélienne se retire complètement de la bande de Gaza. Pour lui, ce sera l'événement décisif car le jour de ce retrait les deux problèmes qui tourmentent son existence disparaîtront:

"Lorsque j'ai entendu parler de cet accord pour la première fois, je n'ai eu qu'une pensée: les militaires et les percepteurs de taxes israéliens vont enfin disparaître de notre vie. Le départ des premiers mettra fin à mon procès qui est en suspens devant un tribunal militaire depuis 1988. Au début de l'Intifada, j'ai été arrêté et on m'a accusé de fabriquer des clous ninja (des clous d'une certaine forme qui sont éparpillés dans les rues pour trouer les pneus des jeeps militaires). Je suis sorti six mois plus tard, après avoir payé une caution de cinq mille shekels (1700 dollars d'aujourd'hui); depuis, le jugement est chaque fois reporté, faute de trouver le soldat qui doit témoigner contre moi. On ne sait pas où il est; je pense qu'il a été tué dans le sud du Liban mais jamais mon avocat n'en a eu confirmation. Toute mon existence est perturbée par cette histoire; ainsi, par exemple, il m'est impossible d'obtenir une autorisation pour aller travailler en Israël puisque je suis toujours sous le coup d'une inculpation.

Quant aux percepteurs des taxes, c'est une histoire qui date du vivant de mon père. Il avait un magasin où il vendait des pièces détachées pour voitures. Il a été taxé de 66000 shekels. Après sa mort, j'ai hérité de ses dettes et c'est donc à moi que les Israéliens les réclament. Si on avait eu de quoi les payer, mon père l'aurait fait. Mais on n'a pas un sou et même la maison où je vis avec ma mère, mes frères et soeurs est en location. Pour toutes ces raisons j'ai pensé que cet accord nous tombait du ciel et nous ne sommes pas les seuls. Pour beaucoup de gens, la fin de l'occupation signifie la fin d'un quart de siècle d'injustice ".

Quant à l'avenir, il est porteur de beaucoup d'espoir. Ahmad travaille dans le secteur de la restauration depuis plusieurs années. Après avoir

obtenu son diplôme de fin d'études secondaires, il est parti poursuivre ses études supérieures à Moscou. Mais après une courte visite à sa famille en 1986, les autorités israéliennes l'ont empêché de voyager. Il a donc été obligé d'abandonner ses études pour rejoindre les 60000 ouvriers travaillant en Israël. Là, dans les restaurants de Bat Yam et de Tel Aviv, il a appris le métier de cuisinier et de serveur. Et lorsque le Lido a ouvert l'été dernier, il a été embauché avec deux autres cuisiniers, eux aussi formés par des restaurants israéliens. Le Lido est un restaurant chic et moderne situé en bord de la mer à Gaza. Son portail s'ouvre sur un grand jardin propre et bien entretenu avec beaucoup de verdure et des palmiers. Il est meublé de chaises et de tables en osier, avec des coussins verts et des parasols vert et blanc. Il n'est pas encore très fréquenté mais Ahmad rêve déjà de ce qui pourrait lui arriver un jour:

"Si les Israéliens nous laissent en paix, nous sommes capables de transformer la bande de Gaza en un véritable paradis. Rien que nos plages nous garantiront des ressources qui nous feront vivre comme des rois. Pour le moment ils nous empêchent même de nous approcher de la plage. Mais après leur retrait, nous pourrions y aller comme nous le voulons: imaginez des chaises longues, des parasols et toutes sortes d'activités. Les gens pourront se baigner et venir s'asseoir pour manger. On fera des plages plus belles que celles des Israéliens à Tel Aviv; la seule différence entre nous et eux, c'est qu'ils servent des boissons alcoolisées alors que nous n'osons pas le faire. Mais bientôt cela changera. Les gens auront besoin de quelque temps pour s'habituer car, après tout, nous vivons dans une société arabe et conservatrice et la présence de Hamas complique un peu la situation. Mais après un début qui sera sans doute difficile, nous y arriverons".

Le Lido a déjà connu son premier incident avec les activistes de Hamas. Deux semaines après son ouverture, six jeunes "shabab" de Hamas se sont présentés à l'entrée du restaurant pour protester contre le fait que des filles et des dames soient entrées sans foulard sur la tête. Après une discussion animée avec Ahmad et ses camarades, ils sont repartis bredouilles. Et, aujourd'hui, il n'est plus rare de voir des filles non voilées au Lido.

Comme sa famille est originaire de Jaffa d'où elle a dû fuir en 1948, je lui ai demandé ce que cette ville représentait aujourd'hui pour lui:

"Elle ne nous appartient plus. C'était mon père qui pensait y retourner, mais notre maison n'existe plus. A sa place, les Israéliens ont construit des bâtiments. Pour un peuple qui veut vivre sa vie, il faut savoir faire des sacrifices sinon on aura jamais rien. La seule possibilité aujourd'hui est celle de deux Etats. Qu'ils le veuillent ou non, Gaza et la Cisjordanie formeront un Etat. Même sur un mètre carré à Rafah au bout de cette bande de terre, nous édifierons notre Etat. Ils ne pourront pas nous en empêcher".

"Ce que les Israéliens nous promettent n'est rien
à côté de ce qu'ils nous doivent"

A quelques kilomètres du Lido, se trouve le camp de réfugiés de Shatti. Là-bas, rien n'a changé dans les deux mois qui ont suivi la signature de l'accord de Washington. Il est conforme à l'image typique d'un camp de réfugiés: des égouts traversent les espaces étroits qui séparent les maisons et des enfants pieds nus jouent dans les ruelles sales. Seule innovation à ce tableau classique: quelques drapeaux flottent encore, ici ou là, sur les antennes de télévision

Quand j'ai rencontré Umm Khaled, elle lavait l'entrée de sa maison avec une énergie à peine émoussée par les épreuves subies dont notamment un séjour en prison où sont passés aussi ses sept fils. C'est toujours, avec la même forte conviction qu'elle défend ses idées:

"Nous rejetons cet accord. Qu'est ce que les Israéliens nous ont donné en échange? La moitié de Gaza et de Jéricho alors que les colonies israéliennes ne bougent pas. Ils disent qu'ils se retireront des camps mais en fait, ils se placeront sur les routes. Ils prétendent que la situation actuelle ne durera encore que cinq ans seulement, mais comment peut-on leur faire confiance quand on sait tout ce qu'ils nous ont fait? Ils disent que la police palestinienne remplacera l'armée mais, en fait, rien ne changera car si les Israéliens veulent quelqu'un, c'est le policier palestinien qui ira le chercher pour eux".

— Qu'est ce que vous voulez Umm Khaled ?

"Je veux que les militaires israéliens disparaissent complètement de notre vie et ensuite je voudrais revenir à Askalan (aujourd'hui Ashkelon]. Nous avons assez vécu comme ça. Mon fils aîné a aujourd'hui quarante ans et il en a passé quatorze dans les prisons israéliennes. Il a été condamné à vie parce qu'il était le chef du front populaire (FPLP) dans le camp. Il a été libéré au moment de l'opération d'échanges des prisonniers en 1985, mais il l'ont repris peu de temps après. Dans deux mois, il terminera les quatre ans à Ketziot dans le Negev. Les Israéliens mentent et vous les croyez! Ils ont dit qu'ils libèreraient des prisonniers mais, en fait, ils n'ont libéré que des malades et des paralysés. Et vous me demandez ce que je veux? Ils ont signé cet accord mais rien, dans notre vie, n'a changé. La semaine dernière l'armée est venue perquisitionner dans la maison. Ils ont presque cassé la porte avec leurs bottes puis ont tout fouillé. Ils cherchaient des "shabab" mais ils n'ont trouvé personne. Même moi j'ai connu leur prison. Ils m'ont détenue pendant deux mois à la prison de Gaza parce que j'ai offert à manger à des amis de mes fils qui

étaient recherchés par l'armée. Dans la famille, il n'y a que mes filles qui ne sont pas passées par là. Et après tout cela on me dit qu'il faut attendre encore cinq ans pour voir l'armée disparaître de notre vie. Six ans d'Intifada et cinq ans d'attente, mais comment peut-on être si patient? D'ici là, je serai déjà morte".

Aux côtés d'Umm Khaled, sa belle fille Najla était encore plus révoltée. Elle non plus ne cache pas son opposition à cet accord:

"La veille, nous avons assisté aux funérailles d'un martyr, et le lendemain on devait tout oublier pour aller chanter et danser dans les rues! Ces pauvres Palestiniens sont prêts à n'importe quoi pour se donner de la joie parce qu'ils sont malheureux. Je veux qu'ils fassent la fête mais à condition qu'il y ait une vraie raison de se réjouir. Tout ce que nous avons aujourd'hui, c'est un chèque dont on ne sait ni quand ni comment il sera encaissé. Il le sera peut-être par les occupants eux-mêmes puisqu'ils contrôlent tout et que nous ne disposons de rien. Arafat a signé un papier et les gens ont explosé de joie, mais qu'est-ce qu'ils feront alors le jour où ils auront vraiment leur liberté? Pourquoi être si légers? Ce que les Israéliens nous promettent ne vaut rien à côté de ce qu'ils nous doivent. Alors attendons d'obtenir une partie de nos droits. Ce qui est vraiment dommage, c'est que cette paix nous a divisés et jamais nous ne serons à nouveau unis pour réclamer ensemble ce qui nous revient".

Quand je lui demande si elle considère Arafat comme un traître elle répond, après un instant d'hésitation:

"Je ne sais pas si c'est un traître mais ce qui est sûr c'est qu'il nous a humiliés. Il était pressé de signer comme s'il voulait se sauver".

Et, comme pour renforcer le point de vue de sa belle fille, Umm Khaled rappelle que *"quand Anouar Sadate a dit qu'il accepterait l'autonomie de Gaza et de la Cisjordanie, nous l'avions surnommé le traître. Aujourd'hui, Arafat accepte la même chose".*

Pour Tawfiq Abou Ghazaleh, cet avocat aisé de 55 ans qui vit dans le quartier riche de Rimal dans la ville de Gaza, *"il faut que nous cessions d'être des professionnels des occasions manquées".* Telle est sa réponse à sa femme, Rabab, qui considère comme Umm Khaled et Najla, que le minimum des droits des Palestiniens n'a pas été garanti par cet accord. C'est aussi sa réponse à son jeune fils de 27 ans pour qui l'accord signé avec Israël n'offre aux Palestiniens que la possibilité de rejoindre les pays du tiers monde.

"L'accord n'est que le début d'un long processus, poursuit-il, car malgré la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, la paix ne se fera pas en une nuit. Il faudra du temps pour que les deux adversaires parviennent à respecter le droit de l'Autre à vivre dans son espace politique de manière libre et indépendante".

Pour lui, la réaction de la foule le jour de la signature de l'accord était l'expression d'une profonde aspiration à la paix. *"C'était la première fois*

qu'on hissait un drapeau palestinien et ce drapeau n'était pas seulement un morceau d'étoffe en quatre couleurs mais une identité confisquée pendant un demi-siècle. Le fait de le dresser sur le toit de sa maison était donc un geste chargé de symboles. C'est l'expression de notre liberté de mener notre vie à notre guise. Il est vrai que tout n'est pas clair dans cet accord, mais personnellement, je n'ai jamais cru que l'occupation durerait l'éternité. Qui sait, peut-être que le 13 décembre (premier jour de l'application de l'accord) un second Oslo aura lieu?"

Pour Abou Ghazaleh, ce qui devrait se passer le 13 décembre est portant du "déjà vu": *"En 1956, lorsqu'Israël a occupé la bande de Gaza placée à l'époque sous administration égyptienne, personne ne s'attendait à son départ. Un après-midi, le gouverneur militaire a convoqué les leaders de la région pour leur dire que l'armée israélienne était là pour rester et que jamais elle ne repartirait. La nuit, le couvre-feu a été imposé et au matin le dernier soldat quittait ce territoire.*

"Il faut se laisser à ses rêves, dit-il à ses enfants. Les Israéliens, de leur côté, rêvent d'un Israël s'étendant de Bagdad jusqu'au Nil, alors rêvons nous aussi si nous le pouvons, mais il faut en même temps que nous saisissons cette occasion pour construire et, dans quinze ou vingt ans, nous regarderons en arrière pour voir où nous étions et ce que nous sommes devenus".

Ailleurs, dans la société palestinienne, l'accord avec Israël a déjà provoqué un nouveau genre de débat: celui portant sur la démocratisation des institutions politiques palestiniennes.

Ruba Husary est journaliste à Jérusalem.